

La situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle

Réponse du CETE de l'Ouest à la consultation publique de l'ARCEP

Octobre 2007

Dans le prolongement du développement rapide du haut débit dans notre pays au cours des dernières années, l'introduction du très haut débit constitue un enjeu important pour la poursuite du développement de la société de l'information. Le déploiement d'offres de services à très haut débit nécessite la mise en place de boucles locales optiques qui demandent des investissements importants. En vue de minimiser les coûts, de maximiser l'efficacité des investissements consentis ainsi que d'assurer une diffusion de ces offres au plus loin sur le territoire, il apparaît essentiel de favoriser la mutualisation entre réseaux installées par les différents acteurs, tant privés que publics.

A cet égard, les fourreaux - et la couche des infrastructures d'accueil des réseaux de manière générale - concentrent une part importante des coûts sans pour autant représenter une part significative de la valeur ajoutée générée par ces réseaux. Il convient donc de trouver des solutions pour limiter autant que possible leur duplication sur le territoire, afin d'éviter au maximum les investissements improductifs.

En l'état des informations à notre disposition, nous rejoignons l'analyse de l'Autorité sur la position dominante détenue par France Télécom sur le marché considéré, et partageons son analyse sur les bénéfices attendus d'une régulation.

Nous tenons à remercier l'Arcep pour le travail accompli, ainsi qu'à souligner la qualité du document proposé à la consultation publique. Il sera intéressant que l'Arcep publie l'intégralité des différentes contributions reçues en réponse à cette consultation.

Note : le présent document n'a d'autre ambition que de constituer la contribution du groupe Aménagement Numérique des Territoires du CETE de l'Ouest à la consultation publique engagée par l'Arcep et à ce titre ne saurait engager que lui.

Contact

Nom	Guillaume MELLIER – CETE Ouest / groupe A.N.T.
Mél.	ant.cete-ouest (-at-) equipement.gouv.fr
Tel	02 40 12 85 31

Références Internet

Atelier Aménagement Numérique des Territoires :
<http://extranet.ant.cete-ouest.equipement.gouv.fr>

Question 4 - Les acteurs sont invités à formuler des observations sur cette délimitation de marché. Quelles sont les alternatives au génie civil des opérateurs de communications électroniques, notamment au niveau des adductions ? Quelles sont les possibilités d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine ? Le marché du génie civil est-il local ou national ?

Comme souligné dans le texte de la consultation, fourreaux et appuis aériens couvrent, hors cas particulier, des zones disjointes. Il n'y a donc pas substituabilité.

Cependant, dans les zones où les réseaux sont déployés sur appuis aériens, les collectivités n'accepteront plus aujourd'hui la pose de nouveaux appuis. Le coût du passage en souterrain y étant aussi rédhibitoire qu'ailleurs, le passage n'y sera pas possible dans des conditions raisonnables en l'absence d'une offre d'accès aux appuis aériens existants. Il semble donc que France Télécom dispose dans ces zones d'un pouvoir de marché significatif.

Or si les zones desservies en souterrain sont majoritaires, desserte souterraine et desserte aérienne peuvent en réalité être relativement imbriquées. On trouve dans les grandes agglomérations des quartiers de maisons de ville, individuelles ou avec 2 ou 3 appartements, dans lesquels les câbles sont en aérien. A titre d'illustration, il a été noté que le déploiement annoncé par Free sur la ville de Montpellier incluait des segments en aérien.

Il nous semble donc que la définition du marché devrait être étendue et inclure également les appuis aériens. Plutôt que du « marché national de la mise à disposition d'infrastructures de génie civil pour le passage des câbles de communications électroniques dans la boucle locale », il pourrait s'agir du « marché national de la mise à disposition d'infrastructures d'accueil pour le déploiement des câbles de communications électroniques dans la boucle locale ». Éventuellement deux marchés distincts pourraient être définis, l'un relatif aux fourreaux et l'autre aux appuis aériens.

Question 7 - Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur cette analyse de la puissance. Quel rôle les infrastructures de génie civil des réseaux câblés hors plan câble sont-elles amenées à jouer ? Quelles sont les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé ? Quels sont les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions ?

En l'état des informations à notre disposition, nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur l'analyse de la puissance présentée par l'Autorité sur le marché considéré et nous en partageons donc les conclusions.

Question 8 - *Les acteurs sont invités à livrer leurs observations sur la démarche de l'Autorité tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde. A quelle condition et dans quelles circonstances une régulation des fourreaux serait-elle pertinente ? D'autres instruments (ex : séparation fonctionnelle ; accès au réseau très haut débit de France Télécom ou d'autres opérateurs, par le biais d'une régulation asymétrique ou symétrique) seront-ils nécessaires, notamment pour les situations dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ? Quels seraient les instruments les plus pertinents et dans quel cadre juridique pourraient-ils être mis en oeuvre ?*

Les fourreaux font partie de la couche des infrastructures, première des couches constitutives d'un réseau. Maillons indispensables, ils sont très peu différenciants, concentrent une part importante des coûts (couramment estimés entre 50 et 75% des coûts de constitution d'un réseau neuf en extérieur) et ne représentent qu'une part très réduite de la valeur ajoutée générée par un réseau de communications électroniques.

En l'absence de régulation de ce marché, l'opérateur dominant pourra y pratiquer des tarifs suffisamment élevés pour que les autres opérateurs préfèrent construire leur propre génie civil en parallèle plutôt que de louer des fourreaux existants et disponibles. Il en résultera à l'échelle macroscopique un gaspillage d'argent privé au détriment de la couverture nationale. Cette approche est également sous optimale en termes de gestion du sous sol, ressource commune qui peut devenir localement rare en raison de l'encombrement dû à la présence des réseaux des autres concessionnaires et des collectivités elles-mêmes.

Il est donc nécessaire d'agir au niveau des fourreaux, quitte à compléter par des actions complémentaires dans les niveaux supérieurs (fibre noire ou fibre activée) si nécessaire. Mais une action forte dès ce premier niveau nous semble indispensable rapidement, afin de mettre en place des conditions favorables au développement du marché, tant au bénéfice des opérateurs que de la société dans son ensemble.

Cette action au niveau du génie civil visant à sa mutualisation n'aura un impact que pour les gros opérateurs pouvant investir dans une boucle locale optique, et en zone dense. Une ouverture des réseaux à plus haut niveau sera nécessaire pour permettre l'entrée sur le marché d'opérateurs plus modestes et le maintien d'une dynamique concurrentielle dans la durée. Par ailleurs, en zone de moindre densité, une offre d'accès aux fourreaux ne sera certainement pas suffisante pour permettre l'arrivée d'une pluralité d'offres, et l'ouverture de possibilités d'accès aux réseaux posés au niveau fibre noire ou fibre activée y sera donc également nécessaire. Il en résulte donc qu'une régulation des fourreaux devra être complétée par des mesures assurant l'ouverture des réseaux qui y seront posés, dans des conditions et à un tarif raisonnables, incluant la rémunération du risque pris par l'investisseur.

À la différence des fils de cuivre dont l'existence et la disponibilité ne posait pas question, il est plus difficile pour le régulateur de connaître la réalité du patrimoine de fourreaux de France Télécom. Cela renforce le besoin de transparence nécessaire à limiter les tentations de pratiques anti-concurrentielles. La question des systèmes d'information et des bases de données décrivant les fourreaux et leur état d'occupation devra être traitée, certainement avec un mécanisme de renseignement au fil des demandes dans les zones où l'information n'existe pas.

Il serait par ailleurs nécessaire de mettre en place dans un cadre concerté des mécanismes permettant d'augmenter ce patrimoine en rendant possible l'utilisation de fourreaux occupés ou

la subdivision de fourreaux de grande taille par des actions de sous-fourreautage selon une répartition financière à définir.

Enfin, des mécanismes de contrôle devraient être mis en place pour éviter une auto-consommation excessive, par exemple une comptabilité analytique pour connaître la location de fourreaux de France Telecom à lui-même pour le déploiement de sa boucle locale optique.

Dans ce montage, le patrimoine des collectivités doit trouver sa place. L'ouverture d'un accès aux fourreaux de France Télécom est à même de structurer et de banaliser un marché de location de fourreaux et son utilisation par les opérateurs, avec émergence de procédure d'information, de commande et de prix types. Les collectivités pourront se greffer sur un tel marché et y injecter leur patrimoine existant ainsi que celui qu'elles pourront aménager spécifiquement.